

Compte Rendu du Grand débat organisé le 9/03/19 par Attac 74 Chablais à Thonon

Présence d'environ 100 personnes dont beaucoup se sont exprimées et ont fait des propositions
Durée de 3 heures (de 19 à 22h)

Voici le compte rendu des propositions classés selon les 4 thèmes officiels :

- Transition écologique
- Fiscalité et dépenses publiques
- Démocratie et citoyenneté
- Organisation de l'Etat et les services publics

Remarque importante : les **premières propositions (en gras)** ont reçu un fort soutien du public puisqu'elles ont été applaudies spontanément.

Beaucoup de personnes indiquent être venues à cette réunion parce qu'elle était organisée par une association indépendante et non par un parti politique (comme LREM...).

Il y a une grande méfiance. Les personnes n'ont pas confiance dans ce 'grand débat' : ils considèrent que le 'grand débat' est détourné par le Président en campagne électorale, qu'il y a négation des demandes des citoyens et que les décisions sont déjà arrêtées. Regret qu'il n'y ait pas un thème 'social'. Beaucoup considèrent que le gouvernement aurait normalement dû comprendre (entendre) les principaux souhaits de la population qui sont exprimés par les gilets jaunes depuis des semaines.

Attac va transmettre ce compte rendu aux diverses autorités nationales (au président Macron via le site officiel du Grand Débat), départementale (député Marion Lenne) et locales du Chablais (Thonon Agglo, CCPEVA Communauté de Communes du Pays d'Evian et de la vallée d'Abondance, ville de Thonon).

1. Transition écologique

- 1.1. URGENCE de prise en compte du réchauffement climatique par une politique concrète active**
- 1.2. Nécessité de taxer les combustibles des avions et cargos (actuellement exemptés) pour diminuer leur impact important sur la pollution
- 1.3. Remplacer les énergies fossiles et le nucléaire par des énergies renouvelables. Exemple : développer les hydroliennes pour la fourniture d'électricité
- 1.4. Arrêt immédiat de l'utilisation des pesticides et limitation des engrais chimiques
- 1.5. Soutien à l'agriculture biologique et aux alternatives non polluantes
- 1.6. Mise en place par l'Etat d'informations de formations et d'incitations aux alternatives écologiques (comme cela s'est fait pour les tracteurs et engrais à la sortie de la guerre).
- 1.7. Limiter les produits alimentaires importés au profit du local
- 1.8. Valoriser le commerce de proximité, diminuer les grandes zones commerciales, les contrôler
- 1.9. Lutter contre toute surconsommation
- 1.10. Développer les emplois et les aides aux associations d'insertion dans le domaine de l'environnement
- 1.11. NON à la privatisation des barrages mais aussi des aéroports et des autoroutes (les annuler)
- 1.12. Il faut davantage développer les transports en commun

- 1.13. Restauration et développement du rail pour les personnes et pour le fret
- 1.14. Limiter la déforestation et replanter
- 1.15. Limiter le goudronnage (ex nouvelles autoroutes) et encadrer le bétonnage (ex étalement urbain)
- 1.16. Lutter activement contre les espèces invasives végétales ou animales (contrôles douaniers...)
- 1.17. Non aux systèmes de comptage (ex Linky) atteinte à la vie privée. Informer la population des risques et arrêter immédiatement l'obligation de telles installations
- 1.18. Non aux systèmes mettant en danger la santé (ex électro-sensibilité) : 5G, Linky...
- 1.19. Nécessité d'isoler les immeubles et maisons pour réduire les factures (et pollutions)
- 1.20. Non au Green washing : la Nature n'est pas une marchandise, en plus au profit des grandes entreprises qui polluent le plus.
- 1.21. Stop au lobbying d'Etat pour la voiture électrique. Leurs batteries polluent (lithium) et on ne sait pas comment les recycler. Ceci sous-entend encore plus de centrales nucléaires.

2. Fiscalité et dépenses publiques

- 2.1. Abolition de la loi de 1971 qui oblige l'Etat à emprunter aux banques privées : l'Etat doit pouvoir emprunter librement auprès de la banque nationale**
- 2.2. Mettre à plat toute la fiscalité, prendre l'argent chez les 'riches' et redistribuer davantage, être plus juste (et proportionnel)**
- 2.3. Rétablir l'ISF (impôt sur la fortune)
- 2.4. Rétablir (augmenter le nombre) les tranches progressives pour les impôts
- 2.5. Supprimer les niches fiscales
- 2.6. Arrêter de transférer les impôts (proportionnels et plus justes) vers les taxes (TVA injuste pénalise les pauvres)
- 2.7. Déplafonner la Flat Tax
- 2.8. 'Populariser' les hommes politiques condamnés judiciairement (pour qu'ils ne le soient plus)
- 2.9. NON aux privilèges des élus (régimes spéciaux de retraite, cumuls des salaires, retraite et indemnités...)
- 2.10. Indexer les indemnités des 'élus' (maire, député, sénateur, ministre, ...) sur le SMIC
- 2.11. Créer un salaire maximum autorisé
- 2.12. Non au cumul des fonctions (et salaires) dans le temps, nombre limité de mandats
- 2.13. Taxer les transports avions et cargos (actuellement exemptés de taxe sur les carburants)
- 2.14. Diminuer la TVA sur les produits de première nécessité (0) et augmenter la TVA sur les produits de luxe ou moins nécessaires
- 2.15. Taxer les transports internes par avion en France
- 2.16. Taxer les produits importés (pour privilégier la consommation locale)
- 2.17. Effacer la dette publique
- 2.18. Consolider le financement de la Sécurité Sociale (= solidarité) en supprimant les exonérations fiscales existantes qui la fragilisent
- 2.19. Financer les hôpitaux publics et empêcher les déserts médicaux
- 2.20. Dénoncer les Paradis Fiscaux européens
- 2.21. Rendre compte de l'emploi des impôts et taxes (flécher et allouer réellement ce qui est prélevé pour l'action annoncée : exemple : fiscalité écologique)
- 2.22. Augmenter les droits de succession avec des tranches progressives
- 2.23. Indexer les retraites sur l'inflation et revaloriser les retraites
- 2.24. Création d'un revenu universel
- 2.25. Diminuer les taxes sur les petites entreprises qui créent des emplois
- 2.26. Transférer les sommes du CICE vers les PME qui créent un tissu économique local et des emplois
- 2.27. Mise en place de la taxe Tobin sur les transactions financières

- 2.28. Selon l'abbé Pierre : 'Gouverner c'est d'abord loger son peuple'. Il faut une politique audacieuse de logement social (contraire à actuellement : exemple vente de logements HLM) car il y a de nombreuses demandes non satisfaites. Plafonnement des loyers.
- 2.29. Favoriser l'investissement dans l'économie sociale et solidaire par un taux favorable du crédit d'impôt

3. Démocratie et citoyenneté

- 3.1. Modifier la Constitution française afin de garantir une réelle séparation des pouvoirs (qui n'est aujourd'hui par réelle : exemple influence du politique sur le judiciaire, le 2 poids, 2 mesures de la justice)**
- 3.2. Pour le Référendum d'Initiative Citoyenne avec nombre de signatures requis assez bas**
- 3.3. Mise en place progressive du RIC Référendum d'Initiative Citoyenne en commençant au niveau local (commune)
- 3.4. Obligation d'un casier judiciaire vierge pour être candidat à une élection (c'est actuellement demandé pour un instituteur, mais pas pour un homme politique représentant du peuple !)
- 3.5. Abrogation des avantages excessifs et privilèges des élus (exemple : régimes spéciaux de retraite, cumuls des salaires, retraite et indemnités...)
- 3.6. Révocation des élus dont les actions sont contraires à leurs promesses avec fixation d'un quota minimum de votants pour que la révocation soit effective
- 3.7. Créer 2 chambres au Parlement : une assemblée de citoyens tirés au sort et changés régulièrement qui prennent les décisions politiques ; et une assemblée 'technique' chargée de mettre en forme juridique les décisions
- 3.8. Rétablissement du programme du CNR dans son intégralité : services publics, médias
- 3.9. Davantage de transparence des lois votées
- 3.10. Renforcer la protection des lanceurs d'alerte (et donc diminuer ou supprimer la récente loi du 'secret industriel')
- 3.11. Prise en compte du Vote Blanc
- 3.12. Vote obligatoire (amende en cas de non vote)
- 3.13. Etablissement d'un quota d'un minimum de 50% de députés présents lors des votes à l'Assemblée National (idem pour sénateurs) pour que la loi soit effectivement valable
- 3.14. Rétablissement des élections des représentants des assurés à la gestion de la sécurité sociale par les assurés eux-mêmes
- 3.15. Informations officielles et transparentes sur les traités internationaux négociés dans le cadre du 'libre échange'
- 3.16. Arrêt des poursuites judiciaires visant les personnes qui viennent en aide aux migrants
- 3.17. Respect du droit à manifester et interdiction de l'usage des armes telles que LBD (flash ball) et grenades GLI-F4 contre des manifestants
- 3.18. Lutter contre l'esclavage
- 3.19. L'éducation et la santé ne doivent pas être traitées comme une marchandise
- 3.20. Il faut parler du droit de vivre dans la dignité et non pas de pouvoir d'achat
- 3.21. Augmenter la solidarité étendue aux migrants, des personnes courageuses et dans la détresse
- 3.22. Indexer des dividendes sur les salaires dans les grandes entreprises
- 3.23. Revenu Universel Inconditionnel pour toutes et tous

4. Organisation de l'Etat et les Services Publics

- 4.1. **Donner les moyens humains et en équipements aux hôpitaux publics et aux écoles publiques**
- 4.2. **Arrêter la réforme engagée de la fonction publique et maintenir le statut actuel des fonctionnaires**
- 4.3. **Pas de privatisation des infrastructures, notamment, non privatisation des barrages, aéroports, autoroutes, chemin de fer et des biens communs en général.**
- 4.4. **Revenir au programme du Conseil National de la Résistance** dans tous les domaines concernés : sécurité sociale, retraite, presse, etc... (aujourd'hui, la France est plus riche qu'au sortie de la guerre et le CNR a créé de grandes choses et très rapidement)
- 4.5. Créer des Centres de santé publics avec du personnel salarié
- 4.6. Augmenter les services publics de proximité
- 4.7. Avant toute privatisation, organiser obligatoirement un référendum
- 4.8. Pas de suppression de gares
- 4.9. Développer le fret ferroviaire (tout camion qui traverse la Suisse est mis sur le rail)
- 4.10. Augmenter le logement social
- 4.11. Ne pas allonger les délais des services publics (CAF par exemple) et maintenir des contacts physiques
- 4.12. Interdire aux hyper-centres commerciaux d'implanter des services publics sur leur plateforme (Poste, par exemple)
- 4.13. Ne pas diminuer les services publics, mais au contraire il faut les augmenter : pourquoi diminuent ils alors que les impôts augmentent ? où va l'argent ?
- 4.14. Arrêter les Partenariats Public Privé (recommandation des Cours des Comptes Française et Européenne) qui sont toujours favorables au privé et donc au détriment de l'argent public
- 4.15. Favoriser le service public (et non le privé) qui touche le plus grand nombre d'entre nous et qui est payé par nos impôts et donc nous est dû, nous appartient.
- 4.16. Intégrer à l'école publique des méthodes d'enseignement alternatives (ex : Freynet, Montessori...)
- 4.17. Limiter l'utilisation du tout numérique dans les démarches administratives.